

**INSTITUT DE RECHERCHE EN GEOPOLITIQUE ET
D'ETUDES STRATEGIQUES**

Revue
Intelligence Stratégique

Vol. 008, Numéro 021, Avril-Juin 2025

E-ISSN : 3006-5488, P-ISSN : 3006-547X

<https://doi.org/10.62912/JYFU3565>



Siège social : 292, avenue Mweka, Commune de Lingwala, Kinshasa, République
Démocratique du Congo.

Téléphone : +243 82 006 1696 ; 81 86 19 121; 89 7175 074

E-mail : felly.lukunga@revue-is.org, article@revue-is.org, info@revue-is.org ;

Internet : www.revue-is.org ; www.irges.org

Europe : 59, Rue du Rhône, 1204 Genève, Suisse, + 41 22 810 88 68, Chambre de
Commerce Suisse-RD Congo, info@ccsc.ch



Revue Intelligence Stratégique
Journal des publications scientifiques

Volume 8, numéro 21

Avril-Juin 2025

p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488

<https://doi.org/10.62912/BCNQ1523>

www.revue-is.org

**NOUVEAU PARTENARIAT STRATEGIQUE COMME ALTERNATIVE A L'ETAT DE
SIEGE DANS L'EST DE LA RD CONGO POUR LE RETABLISSEMENT DE
L'AUTORITE DE L'ETAT. PERSPECTIVE D'UN TOURNANT PRO-RUSSE**

BAMWISHO NDIBITHO

Chef de Travaux et Doctorant en Relations Internationales à l'Université Pédagogique Nationale
(UPN)/Kinshasa-RDC

RESUME

La reconfiguration de l'environnement international a perdu de son prestige et la hiérarchisation des puissances ne cesse de connaître des mutations qui font basculer les zones d'influence. Cet état de choses va jusqu'à fissurer les relations extérieures entre Etats au profit d'autres ou à sortir du joug étranger. Le cas de la RDC attire notre attention aussi longtemps qu'elle est confrontée à une insécurité récurrente dans sa partie est où écument 122 groupes armés incontrôlés agissant sous l'implication des pays étrangers sur fond d'un trafic international occulte des matières précieuses et des ressources naturelles. Il s'observe que depuis 1885, date marquant le partage de l'Afrique, cette dernière a connu des crimes les plus criants avec une prédation qui continue jusqu'à ce jour sous un néocolonialisme agressif et maquillé. Malgré des aides internationales dites pendulaires, aucun pays africain n'a pu se défaire du joug occidental et, à défaut de le faire, s'expose à un risque de guerre ou de déstabilisation avérée. Tels que l'illustrent les coups d'Etat et autres soulèvements en Afrique. Ce statu quo ne laisse d'autre choix à la RDC que d'opter pour un autre partenariat tel qu'observé au Mali, en Centrafrique, etc., qui mettrait fin à l'influence occidentale encline à entretenir le chaos et à sa pax occidentale en vue de se présenter comme la solution à la crise africaine dont elle est l'instigatrice. C'est dans ce contexte que cette étude tente d'insinuer un tel scénario qui déboucherait sur un tournant russe de la RDC.

Mots-clés : *partenariat stratégique, autorité de l'Etat, RD Congo, Russie.*

ABSTRACT

The reconfiguration of the international environment has lost its prestige, and the hierarchy of powers continues to undergo changes that shift areas of influence. This state of affairs is even causing rifts in foreign relations between states, to the benefit of others or to free themselves from foreign domination. The case of the DRC draws our attention as long as it faces recurring insecurity in its eastern part, where 122 uncontrolled armed groups operate with the involvement of foreign countries against a backdrop of illicit international trafficking in precious materials and natural resources. It can be observed that since 1885, the date marking the partition of Africa, the latter has experienced the most egregious crimes, with predation continuing to this day under aggressive and disguised neocolonialism. Despite so-called pendulum-like international aid, no African country has been able to free itself from the Western yoke and, failing to do so, is exposed to the risk of war or proven destabilization. This is illustrated by coups d'état and other uprisings in Africa. This status quo leaves the DRC with no choice but to opt for another partnership, such as those seen in Mali, the Central African Republic, etc., which would put an end to Western influence, which tends to perpetuate chaos, and to its pax occidentalis, which it presents as the solution to the African crisis that it itself instigated. It is in this context that this study attempts to suggest such a scenario, which would lead to a Russian turning point in the DRC.

Keywords : *strategic partnership, state authority, DR Congo, Russia.*

INTRODUCTION

Il s'observe que les métropoles n'avaient pas joué franc jeu face à l'auto-détermination de leurs ex-colonies car ces indépendances fragilisaient et fissuraient leurs relations extérieures par crainte d'une obsession d'une soviétisation du continent africain.

Le cas de la RDC comme ex colonie belge n'échappait pas à cette situation car plongé dans un système paternaliste qui se traduit jusqu'à ce jour par des stigmates d'une dépendance économique, politique et culturelle qui freinent tout élan de son développement. L'insécurité chronique depuis le départ du colonisateur a provoqué un cycle de violence qui a annihilé tout le changement survenu sous la Première République.

L'on se rappellera l'impasse de la guerre civile qui marqua le pouvoir du Premier Ministre Patrice Emery Lumumba qui fut contraint, après avoir sollicité l'implication de l'ONU, de se tourner vers l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS). Episode qui précipita son élimination.

L'arrivée au pouvoir du maréchal apportera une accalmie après quelques années d'instabilité créées par des rébellions jusqu'à l'avènement de la guerre sous-traitée de l'AFDL par les puissances étrangères qui finira par porter Mzee Laurent Désiré Kabila au pouvoir.

Ainsi s'ensuivra un cycle d'instabilités récurrentes jusqu'à la guerre de basse intensité qui marquera jusqu'à ce jour l'insécurité à l'est de la RDC. Dès lors la question de l'insécurité est devenue le talon d'Achille de toutes les autorités au pouvoir qui n'arrivent pas à juguler la situation malgré la présence des forces onusiennes, les forces de sécurité et les divers partenariats enclenchés pour en venir à bout. Ces scores d'insuccès géostratégiques ont encouragé la prolifération de 122 groupes armés écumant l'est du pays, occupant des sites miniers prospères et s'adonnant à un commerce organisé sous la complicité des multinationales, des pays régionaux et occidentaux se complaisant à souffler le chaud et le froid.

Cette impasse sécuritaire met en lumière un blocage progressif et prémédité de l'éradication de l'insécurité et du rétablissement de l'autorité de l'Etat par les pays occidentaux soucieux de continuer à piller les ressources naturelles de la RDC et de la maintenir décadente. Ce qui traduit un profond affaiblissement du pouvoir qui est confronté à une balkanisation et à un conflit sans recours à la guerre ouverte (containment)¹ malgré la prétendue aide pendulaire internationale clamée à cor et à cri par les diplomaties occidentales.

Vue dans cette optique, la présente étude tente d'appréhender une autre alternative de partenariat, qui pourrait faire basculer la RDC dans le giron de la Russie. Ce tournant prorusse s'expliquerait par la posture et les interventions extérieures russes qui insufflent une perspective d'un nouvel ordre mondial multipolaire, marqué par un vent de reconfiguration géostratégique des zones d'influence des puissances occidentales, tels les cas observés par l'immixtion de la

¹ ARON R., *Paix et guerre entre les nations*, éd. Calman-Levy, Paris, 1962.

Russie au Mali, en Centrafrique, au Cameroun, au Soudan, au Venezuela, en Iran, en Syrie, en Lybie, etc. Telle est la quintessence de la présente étude.

I. METHODOLOGIE ET CADRE THEORIQUE DE L'ETUDE

Vu dans cette optique, cette étude part de l'approche géostratégique car elle traite des conflits liés aux enjeux géopolitiques, lesquels prennent une dimension militaire, la guerre étant envisagée comme la "continuation de la politique par d'autres moyens" (Clausewitz).

Ainsi pour Stéphane Rosière il y a continuité entre la géopolitique et la géostratégie car "un problème géopolitique devient géostratégique s'il y a conflit. Le niveau stratégique n'annulant jamais la dimension politique, fondamentale, on peut donc considérer la géostratégie comme un développement spécifique de la géopolitique. Géopolitique et géostratégie se distinguent dans la mesure où la première est d'abord civile, politique (...), et la seconde militaire."²

S'inspirant du courant de pensée réaliste, il convient de contextualiser que l'histoire des relations internationales revient de près ou de loin, ou au moins, à la guerre du Péloponnèse et à son historien le plus célèbre, Thucydide. Ce dernier, en affirmant que « la cause la plus vraie [de la guerre] se trouve selon moi dans l'expansion athénienne, qui inspira des inquiétudes aux Lacédémoniens et ainsi les contraignit à se battre »³, lança l'idée que la forme prise par les relations entre les États est la résultante non pas tant des contingences internes propres à chaque État que de l'équilibre général des puissances.

Cette théorie est le point de départ de l'école réaliste et de ses diverses évolutions. Parmi celles-ci, le néoréalisme (ou réalisme structurel) se distingue par sa volonté de construire une théorie scientifique des relations internationales. La version du néoréalisme la plus consistante non seulement avec elle-même, mais aussi avec l'histoire des relations entre grandes puissances, s'appelle le réalisme offensif.⁴ Telle est celle qui guide notre cadre théorique.

² ROSIERE S., *Géographie politique, géopolitique et géostratégie: distinctions opératoires*, dans *L'Information Géographique*, n°65-1, 2001.

³ THUCYDIDE, *La Guerre du Péloponnèse*, Gallimard, Paris, 2000, p. 49.

⁴ ARON R., *Paix et guerre entre les nations*, Calmann-Lévy, Paris, 2004.

Le réalisme offensif repose sur cinq postulats de base⁵ :

- Le principe essentiel des relations internationales est l'anarchie. L'anarchie est causée par l'absence d'un gouvernement mondial régulant les relations entre États et garantissant leur sécurité. Dépourvus d'une autorité supérieure, les États doivent assurer par eux-mêmes leur survie. Anarchie ne s'entend ainsi pas au sens commun de chaos ou de « n'importe quoi », mais simplement comme le contraire de hiérarchie⁶.
- Tous les États possèdent des capacités offensives ; ils sont tous capables d'user de violence et d'endommager, voire de détruire un autre État.
- Les États ne peuvent jamais être certains des intentions des autres États. Il est déjà difficile de connaître les intentions des dirigeants actuels d'un autre État ; il devient impossible de savoir ce que deviendront ces intentions dans l'avenir⁷.
- L'objectif principal des États est la survie. En effet, si l'État est détruit, il devient évidemment incapable d'accomplir tout autre objectif et de garantir l'existence de sa population. Ce souci perpétuel de la survie explique que la sécurité soit l'enjeu central des relations internationales.
- Les États sont des acteurs rationnels. Ils prennent en compte les capacités et les stratégies des autres États et y répondent par leurs propres stratégies dans le but de survivre. Les États calculent constamment le rapport coût/bénéfice de leurs actions.

De tous ces postulats, cette étude retient que l'Etat congolais (RDC) livré à lui-même ne pourrait plus compter sur l'engagement de la communauté internationale car chacun privilège ses intérêts et profite de la faiblesse de la RDC embourbée dans un éternel recommencement par faute d'organisation de son appareil étatique et victime d'une classe politique clochardisée par les élites occidentales pour lesquelles elle est prête à brader la question de son intégrité territoriale rien que par mimétisme et par souci de s'éterniser au pouvoir.

⁵ DOMINIC D. P.J. et BRADLEY A.T., « The Evolution of Offensive Realism: Survival under Anarchy from the Pleistocene to the Present », dans *Politics and the Life Sciences*, Vol 35, No 1, 2016, pp. 1-26

⁶ DOMINIC D. P.J. et BRADLEY A.T., *Art. cit*, pp. 1-26

⁷ ROSATO S., « The Inscrutable Intentions of Great Powers », dans *International Security*, Vol 39, No 3, 2015, pp. 48-88.

Par conséquent, la région des Grands Lacs en général et plus particulièrement dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu, reste en proie à un conflit sans recours à la guerre ouverte mais se traduit par une guerre de basse intensité en RDC malgré le déploiement de la plus grande force de maintien de la paix.

II. EQUILIBRE DES PUISSANCES EN RELATIONS INTERNATIONALES

La question de la polarité de la scène internationale désigne la concentration ou la répartition de la puissance entre un ou plusieurs États. Des conséquences peuvent être tirées de ces configurations en termes de stabilisation de la scène internationale. D'aucuns privilégient la théorie des cycles de puissance, prônant un système unipolaire. La concentration des capacités par une seule puissance rend improbable le recours à la force de la part de pays qui ne pourraient espérer l'emporter, d'où l'idée de stabilité hégémonique. Les conflits peuvent toutefois advenir lors des périodes de transition, au moment du déclin d'une puissance hégémonique et avant son remplacement par une autre. Robert Gilpin parle alors de cycles hégémoniques.

D'autres évoquent un équilibre des puissances, configuration dans laquelle la présence de puissances de force équivalente les dissuaderait de recourir au conflit armé. C'est ce qu'illustrent, en configuration bipolaire, les événements de la Guerre Froide, ou, dans un cadre multipolaire, le « Concert européen » – qui réorganise l'Europe en 1815 après les guerres napoléoniennes (Congrès de Vienne) – au XIXe siècle.

Enfin, une dernière configuration est celle de l'absence de pôle structurant, autrement dit d'un monde apolaire. Cette position permet de prendre acte de l'émergence des acteurs transnationaux, de la fragmentation du monde et de la difficulté à construire des alliances. De toutes ces formes de polarité, notre étude s'appuie sur le deuxième scénario de configuration : bipolaire (Etats-Unis d'Amérique et Russie) ou Multipolaire (Etats-Unis d'Amérique, Russie, Chine, Union Européenne, etc.), qui permettra à la RDC d'opter pour un nouveau partenariat et de redéfinir les questions d'insécurité dans sa partie est où elle désignera les puissances occidentales comme problème et non comme une solution au vu d'une instabilité ayant perduré plus de 18 ans avec plusieurs millions de morts.

III. PERCEPTION RUSSE DE LA RECONFIGURATION DES ZONES D'INFLUENCE OCCIDENTALES

III. 1. Perception du système international

Dès le début 2017, il s'agit d'appréhender cette perception russe dans un contexte international « post-occidental » qui prend en compte les enjeux de sécurité et de stabilité, la mobilisation dosée des outils militaires, le jeu multivectoriel, les nouveaux leviers et enfin le bilan et les perspectives diplomatiques de la Russie.

La Russie sous Poutine n'a eu de cesse de revenir sur son reflux diplomatique de la décennie 1990 et de démontrer qu'elle a vocation à peser sur les grands dossiers internationaux en tant que puissance nucléaire et membre permanent du Conseil de sécurité.

Dans sa vision des choses, cela suppose de manifester une capacité à jouer un rôle dans les affaires moyen-orientales, qui mobilisent fortement l'attention de la communauté internationale : « Ceux qui ont des positions fortes dans cette région auront des positions fortes dans le monde », résume Fiodor Loukianov, politologue russe réputé proche des cercles du pouvoir.

Dans ce contexte, la Russie n'a pas hésité à utiliser un discours dénonçant la responsabilité morale de l'Occident dans la situation actuelle au Moyen-Orient (dont l'allocution de Vladimir Poutine à l'AG de l'ONU en septembre 2015 constitue une incarnation parfaite¹⁰), destiné à renforcer sa propre autorité à jouer un rôle de premier plan dans le règlement des crises au Moyen-Orient.⁸

L'après-printemps arabe a offert un terrain particulièrement favorable pour la réalisation des ambitions russes, les États-Unis donnant le sentiment d'un moindre engagement, les Européens d'être dans la confusion, ne serait-ce que du fait des difficultés internes à l'UE. Un facteur supplémentaire et connexe de « l'activisme moyen-oriental » de la Russie réside dans ses problématiques internes, qui voient le Kremlin rechercher dans des succès extérieurs et l'image d'une Russie

⁸ MANON-NOUR TANNOUS, « Le projet de règlement russe en Syrie », in *table ronde n° 4*, Observatoire Arc de crise DGRIS/FRS, 27 juillet 2016, p. 6.

puissance au cœur des enjeux internationaux une compensation des blocages internes, notamment économiques.

La Russie entend compenser ces pertes géopolitiques réelles ou fantasmées par son retour dans la zone, porté par son implication dans le dossier syrien. Cet élément n'est certainement pas absent de l'actuelle ligne russe sur la Libye, dossier sur lequel Moscou tient un discours très similaire à celui qu'elle a développé sur la Syrie depuis 2011.⁹

L'ambition de Moscou de se réimposer comme puissance incontournable au Moyen- Orient s'était manifestée de diverses manières avant le début de l'intervention des forces russes en Syrie en septembre 2015, et continue de se manifester au-delà du dossier syrien : contribution de la Russie aux négociations sur le dossier nucléaire iranien, accord avec les États-Unis sur l'élimination des armes chimiques en Syrie (septembre 2013), mise en avant par Moscou de sa présence au sein du Quartet, initiatives sur le conflit israélo-palestinien (visant probablement à pousser l'idée qu'un parrainage exclusivement américain des processus de négociation n'est plus une option compte tenu des évolutions à Washington).

III. 2. Renforcement de la présence de la Russie en Afrique

La Russie travaille à renforcer sa présence en Afrique, elle escompte que cela puisse lui ouvrir des opportunités d'interaction et de dialogue avec un certain nombre de pays européens, intéressés par l'évolution de la situation dans cette région. C'est là certainement l'un des moteurs de son positionnement actuel en Libye, son immixtion dans le précarré français au Mali, Centrafrique, Soudan, Cameroun, etc.

Plus largement, la politique russe en Afrique reflète les options que déploie le Kremlin dans ce qu'il voit comme un environnement international appelé à subir d'importantes mutations du fait du déclin réel ou présumé et en tout cas souhaité du *leadership* occidental. La Russie se plaît ainsi à raccrocher des puissances régionales à certaines des organisations qu'elle met en avant pour conforter l'idée de la multipolarisation grandissante du monde – et de l'importance de son propre rôle dans cette évolution. De ce point de vue, l'intérêt manifesté par la Turquie

⁹ BARIGAZZI J., HERSZENHORN D.M., « Russia's 'Crescent of Instability' Spreads West », in www.politico.eu, 2 avril 2017.

pour l'Organisation de coopération de Shanghai ou la possibilité que l'Iran (membre observateur) rejoigne cette dernière en tant que membre à part entière, constituent des points d'appui utiles.

En outre, l'ambiguïté ou le non-alignement d'un bon nombre de pays africains qui ne condamnent pas la Russie dans son opération spéciale en Ukraine, traduisent l'appréhension qu'ont aujourd'hui les Africains, de ne plus briller dans un mimétisme aveugle des diktats des puissances occidentales en rompant avec certaines règles du constructivisme international taillées sur mesure par l'Occident à travers leurs canaux institutionnels et arsenaux juridiques internationaux.

La guerre en Ukraine constitue un prélude d'un présumé déclin de l'occident que tous les pays en ont tiré les conséquences et enseignements car, à travers ce conflit, il s'observe les éléments suivants : les occidentaux (Union Européenne, Etats-Unis d'Amérique et alliés) ont montré leur limites et dépendance à la Russie sur le plan énergétique ; l'échec cuisant des sanctions qui pousse d'autres pays à ne plus suivre aveuglement leurs diktat et pression économique ; la crise énergétique et financière que subit les occidentaux et par surcroît, le commerce international ; la fin du monopole et du rôle de gendarme qu'incarnaient les Etats-Unis et l'OTAN dans le monde face à une puissance nucléaire russe ; le succès de l'armée russe face à une Ukraine appuyée financièrement, économique et militairement ; la crise de confiance et la recherche d'autres alternatives multilatérales face à des occidentaux ayant pris en otage le système économico-financier et politique international ; le tournant prorusse et prochinois d'autres pays au détriment du seul monopole occidental.

III. 3. Enjeux de sécurité et de stabilité face à l'effondrement des structures étatiques

Par son intervention militaire en Syrie et au Mali, la Russie souhaite aussi crédibiliser l'idée de la force de son engagement dans la lutte contre le terrorisme international. Le point est important parce qu'il s'agit, à ses yeux, d'un thème fédérateur à l'échelle globale.

Dans ses calculs, ce fait peut d'une part améliorer son image internationale, d'autre part constituer un enjeu sur lequel les divergences avec l'Occident pourraient être gommées et/ou sur la base duquel elle pourrait développer des partenariats nouveaux dans différentes régions du monde.

Cependant, cette tendance à l'instrumentalisation ne doit pas masquer une autre motivation forte du réengagement de la Russie en zone Afrique. Il traduit la volonté de Moscou d'avoir une prise sur la situation dans une zone dont, dans sa lecture des choses, l'instabilité intrinsèque a explosé du fait de l'effondrement des structures étatiques.

Dans la perspective russe, des structures étatiques fortes sont les seules à même de contenir les défis à la stabilité de la région, notamment la montée en puissance d'un islam militant. Vu de Moscou, les expériences occidentales en Irak et en Afghanistan auraient dû être prises en compte, car elles ont montré la vanité des « tentatives d'imposer la démocratie à des pays islamiques », tentatives qui ont débouché sur « des États faillis plutôt que sur la démocratie

III. 4. Nouveaux leviers de la Russie

La Russie continue à apporter une contribution considérable à la stabilisation de la situation au Moyen-Orient et en Afrique, à soutenir les efforts collectifs visant à neutraliser les menaces représentées par les groupes terroristes internationaux, à suivre une politique cohérente visant au règlement politique et diplomatique des conflits dans les pays de la région », annonce le nouveau Concept de politique étrangère de la Russie.

Certes, le recours au terme « collectif » renvoie au réalisme de la Russie, qui prend en considération la complexité des relations régionales, leur volatilité, et ne se pose pas, loin s'en faut, en puissance hégémonique dans la zone. Cependant, il semble clair que l'intensité de l'engagement militaire et diplomatique russe tel qu'il s'est réalisé en Syrie augure une implication qui, pour être prudente, sera moins en filigrane que ce qu'avait pratiqué Moscou dans l'avant-printemps arabe.

Le positionnement de Moscou en Libye, par exemple, semble aller dans le sens d'une Russie qui entend s'investir davantage à l'échelle régionale, se doter d'une influence plus ample sur le cours des choses en capitalisant sur les « acquis » de sa politique en Syrie réalisés sur fond de recul – peut-être momentané – des États-Unis dans la région. Si une diplomatie active demeure le levier principal de cette approche, elle repose désormais sur l'affichage d'une disposition à s'appuyer sur la force militaire.

III. 5. Détention d'une force militaire conventionnelle et dissuasive

Dans la vision de Vladimir Poutine, la détention d'une force militaire conventionnelle crédible et la démonstration d'une détermination à l'utiliser pour défendre des intérêts majeurs constituent la condition indispensable de l'autorité internationale d'un État.

Dans la région considérée, cette approche s'est matérialisée, avant même l'intervention militaire en Syrie, par la décision de rétablir une présence navale permanente en Méditerranée (effective depuis 2013). L'ampleur de cette présence (une dizaine de bâtiments, sous la responsabilité de la flotte de la mer Noire, avec pour zone d'action le bassin méditerranéen, la mer Rouge et la corne de l'Afrique) n'a certes rien à voir avec celle des déploiements soviétiques de la Guerre Froide. Le déploiement du porte-avions *Admiral Kouznetsov* en Méditerranée orientale, en octobre 2016, a néanmoins fait son effet.

Si son intervention militaire en Syrie visait prioritairement à tirer Bachar Al-Assad de sa mauvaise passe militaire et stratégique, elle était sous-tendue par d'autres paramètres. Parmi eux, la volonté de Moscou de « démontrer à quel point elle a développé ses capacités militaires » dans le but non seulement d'envoyer des messages aux pays occidentaux, avec lesquels les relations sont au plus bas depuis 2014, mais aussi de conforter sa réputation auprès des États de la région.

Il semble en effet que les autorités russes estiment que cela peut crédibiliser la Russie auprès de pays qui respectent l'image de « l'homme fort » que cette opération a conférée au président Poutine. Compte tenu de l'atteinte de ces objectifs cumulés (auxquels il faut ajouter l'effet de publicité pour les armements russes et un « plus » en matière d'entraînement pour les forces armées), le rapport coût-efficacité de l'intervention en Syrie est jugé très acceptable par le Kremlin.

III. 6. Jeu multivectoriel de la Russie

En partant de ses opérations militaires en Syrie en 2015, la Russie a surpris la communauté internationale par sa capacité à parler avec plusieurs acteurs majeurs du dossier syrien, y compris les acteurs non étatiques, tels les Kurdes, ce qui a considérablement contribué au fait qu'elle est parvenue à s'imposer en médiateur incontournable.

Cette approche reflète celle poursuivie d'une manière générale dans la zone Afrique/Moyen-Orient : aucune relation n'est exclue, y compris avec le Hamas, le Fatah, ou encore les Kurdes d'Irak, une approche conçue comme devant élargir les marges de manœuvre russes. Si l'héritage de la période soviétique favorise le développement de certaines relations, il ne les rend pas exclusives. Ainsi, dès 2001, le président Poutine a signé un accord de partenariat stratégique avec son homologue algérien.

Mais cela n'a pas empêché Moscou de développer par la suite des coopérations avec le Maroc, qui d'ailleurs a toujours maintenu des relations avec Moscou, et la Tunisie, dans une autre mesure. Au Moyen-Orient, le partenariat avec l'Iran a atteint un niveau sans précédent. En quatre ans (2013-2017), les présidents Poutine et Rohani se sont rencontrés à huit reprises – la dernière en date étant la première rencontre bilatérale entre les deux hommes. Téhéran a autorisé la Russie à utiliser temporairement la base de Nojeh pour ses frappes en Syrie.

Cette proximité russo-iranienne accrue n'a pas empêché les liens Russie-Israël de devenir un paramètre important de la politique régionale du Kremlin, ce à quoi a bien sûr contribué le poids démographique et politique des citoyens israéliens d'origine soviétique. Les contacts se sont faits particulièrement intenses dans le contexte de l'intervention militaire russe en Syrie, et le gouvernement russe se montrerait attentif aux préoccupations des Israéliens quant à l'avenir de la présence du Hezbollah et de l'influence militaire iranienne en Syrie.¹⁰

Considérant que le dialogue est préférable à la tension et à la récrimination, la Russie recherche des relations pragmatiques avec l'Arabie Saoudite les deux pays se montrant enclins à compartimenter les dossiers qui composent leur relation bilatérale.

La Russie se montre ainsi fidèle à sa nouvelle politique extérieure, qui recherche une diversification des relations dans toutes les régions. Dans la zone concernée, cet effort tient aussi à la conscience du fait que les réseaux hérités de la période soviétique se sont tout de même fortement érodés dans les années 1990, mais aussi à l'instabilité grandissante dans la zone, *a fortiori* depuis les

¹⁰ DELANOË I., « Moscou, ville d'Orient », in *obsfr.ru*, 20 mars 2017.

printemps arabes, invitant le Kremlin à faire preuve de flexibilité pour ne fermer aucune option en cas d'évolution des situations politiques.

III. 7. Bilan et perspectives diplomatiques russes début 2017

La politique russe au Moyen-Orient et en Afrique de ces dernières années est une histoire faite d'opportunités saisies – alors que le retour engagé depuis le milieu de la décennie 2000 était assez lent et que certaines de ses réalisations ou potentialités avaient été compromises par les printemps arabes (notamment en Libye). Moscou a su s'imposer dans un paysage régional en pleine recomposition en agissant rapidement et tous azimuts sur le plan diplomatique et en soutenant cet « activisme politique » par un déploiement encore modeste mais visible de ses instruments militaires.

Dans ce cadre, les motivations sont nombreuses. La volonté d'interrompre ce que Moscou, après la guerre d'Irak et l'élimination de Kadhafi en 2011, voit comme une suite de régimes qui changent au détriment de ses intérêts géopolitiques et économiques n'est pas la moindre. Il s'agit aussi pour la Russie d'apparaître plus forte que l'Occident le dit et que sa situation interne – notamment économique – le suggère. Des experts russes ne cachent ainsi pas leur satisfaction face à une « nouvelle réalité, une réalité dans laquelle les États-Unis et l'UE sont désormais assis derrière la Russie, la Turquie, et l'Iran »¹¹.

Et les autorités russes souhaitent visiblement se doter de leviers d'influence sur l'UE en travaillant à obtenir des gains dans son voisinage méridional, en particulier par son positionnement en Libye. A cet égard, un certain esprit de revanche n'est probablement pas à exclure (suite à la « trahison » qu'aurait représentée, selon les dirigeants russes, l'opération de l'OTAN en Libye en 2014, par rapport aux visées géopolitiques perçues de l'UE dans le voisinage de la Russie...). Ces motivations s'ajoutent à celles qui portent sur le souci de Moscou de développer des liens auprès de l'ensemble des acteurs afin d'obtenir information et leviers d'action sur une zone dont elle considère que l'évolution peut impacter sa sécurité et celle de ses alliés, notamment centrasiatiques. Ce paramètre impose, du point de vue du Kremlin, un effort s'ancrant dans le long terme. Dans ce cadre, la Syrie, appelée à abriter une présence militaire russe permanente plus

¹¹ KHLEBNIKOV A., « Changing Dynamics in the Syrian Crisis », in *Tel Aviv Notes*, vol. 11, n° 6, 30 mars 2017.

importante, semble devoir demeurer le principal point d'entrée de la politique régionale de la Russie.

Alors que sa présence tous azimuts frappe d'autant plus les esprits qu'elle tranche avec la quasi-absence de Moscou dans les quinze ans qui ont suivi la fin de la Guerre froide, la Russie ne revendique visiblement pas un quelconque leadership régional. La zone Afrique du Nord/Moyen-Orient semble même assez périphérique dans la politique extérieure russe, comme le suggère l'ordre des priorités régionales affiché dans le nouveau concept de politique étrangère remanié fin novembre 2016.

Ainsi, « la situation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord » arrive après les États membres de la Communauté des États indépendants, la « région euro-atlantique » (OTAN, UE, Conseil de l'Europe, OSCE, États-Unis, Canada), l'Arctique, l'Antarctique, l'Asie-Pacifique...

IV. PERSPECTIVE D'UN TOURNANT PRORUSSE COMME ALTERNATIVE CONTRE L'INSECURITE DANS L'EST DE LA RDC

L'état de siège sans appréhension des causes de l'insécurité à l'est constitue un facteur d'insuccès pour les décideurs politiques au pouvoir à Kinshasa qui devraient comprendre que lesdites causes d'instabilités récurrentes sont voulues par les puissances occidentales en tant que tireurs de ficelles soufflant souvent l'accalmie ou la tempête. L'état de siège ne pourrait avoir un temps illimité aussi longtemps qu'il n'apporte aucun changement et se bute à des problèmes logistiques réels, en rappelant que l'objectif est « d'éradiquer la violence » de quelques 120 groupes armés actifs dans l'Est.

Bien que le triptyque mis en place par le gouvernement militaire provincial s'articule autour de : opération militaire, sensibilisation des communautés et démobilisation des groupes armés, il s'observe malheureusement que le régime en place mise plus sur l'unique aspect militaire dont les moyens mis à la disposition des FARDC restent dérisoires et ne permettent pas d'éradiquer les groupes armés, tel que le témoignent les demandes de nombreux partenariats militaires et la dernière en date l'intervention ougandaise en RDC.

La question de la mise en œuvre de l'état de siège montre en réalité ses limites car au départ, cela rimait à une exigence électorale en lieu et place

d'évaluation rationnelle des contours de l'insécurité dont les implications sont locales, régionales et internationales.

Le côté narratif de l'action inhérente à la mise en œuvre de l'état de siège traduit un déphasage avec les réalités des enjeux géopolitiques y afférents. La rhétorique du chef de l'état apparaît comme un vain mot et une obstination qu'il oppose aux populations du Nord Kivu, lesquels désapprouvent un état de siège marqué par des exactions des militaires, leurs représailles et leurs gestions militaires rudes pendant que les groupes armés et les massacres redoublent d'intensité et montent en flèche.

En réalité, le problème de l'insécurité tel qu'appréhendé par le pouvoir de Kinshasa par Félix Antoine Tshisekedi perd de sa clarté et de sa rationalité, car il contraste avec le discours de la population dont les violons ne s'accordent pas avec les narratifs du pouvoir de Kinshasa qui affiche une autosatisfaction tandis que la population trouve en l'état de siège et toute autre action gouvernementale, un unilatéralisme qui ne s'appuie que sur la contrainte légale. Pour la population, le pouvoir n'use pas de tout son courage pour dénoncer et combattre réellement les groupes armés.

En outre, la population doute de l'issue de la stratégie de Kinshasa sur le plan diplomatique et sécuritaire, car des pays agresseurs impliqués dans la contrebande des minerais en complicité avec des firmes étrangères ne peuvent pas être considérés comme faisant partie de la solution au problème d'éradication des groupes armés. Ces pays contiennent les groupes armés en RDC en évoquant des droits de poursuite lorsqu'ils sont menacés de la

RDC. Cette situation leur permet d'assurer leur tranquillité et de poursuivre une guerre de basse intensité dont la finalité est de piller les ressources des régions de l'Est riches en minerais rares.

V. ENJEUX ET DEFIS D'UN NOUVEAU PARTENARIAT AVEC MOSCOU

V. 1. Evaluation des brèches de l'immixtion russe

Comme circonstances externes, il faut noter que le modèle occidental de la démocratie n'est plus attirant au regard du double jeu occidental qui continue à créer l'insécurité, favoriser des pouvoirs dictatoriaux, piller les ressources à travers des guerres, etc. Le système économique occidental dominé par le dollar n'assure

plus la stabilité et la suprématie des puissances occidentales face à une Chine en particulier et à d'autres puissances ou organisations (Russie, Inde, Turquie, etc.).

En outre, l'unilatéralisme occidental sous diktat militaire marqué par des interventions controversées, des sanctions économiques asphyxiant les économies étrangères ont terni gravement le rôle protecteur des Occidentaux, à savoir, l'Union Européenne et les Anglo-Saxons.

Comme circonstances internes, l'on peut considérer l'insuccès des interventions militaires et l'implication des Occidentaux dans le développement de la RDC et la lutte contre l'insécurité et dans d'autres conflits opposant la RDC à ses voisins. Aussi, faudrait-il rappeler le parti pris des Occidentaux pour les pays agresseurs de la RDC et leurs implications dans la déstabilisation de la RDC malgré des aides au développement non concluantes.

V. 2. Tournant d'une coopération militaire prorusse

Ce basculement de la RDC permettra que les FARDC, à travers des accords de coopération militaire russo-congolaise, acquièrent l'équipement militaire et puissent être équipées de pied en cap par du matériel russe. La Russie pourra livrer des équipements lourds, des blindés, des véhicules, des avions.

L'armée congolaise pourrait reprendre un avantage sur les pays agresseurs et se défaire de l'influence et des exigences occidentales ayant soumis les élites congolaises au mimétisme et au déni de l'intérêt supérieur de la nation. Cela permettra aussi d'accueillir des techniciens militaires russes pour assurer l'instruction sur les nouveaux matériels livrés et leur entretien.

V. 3. Enjeux géostratégiques russes

Depuis, pour des raisons politiques et économiques, la Russie cherche à reprendre pied en Afrique. D'où son intérêt pour la Centrafrique, le Mali, le Soudan, etc. où, en échange de concessions minières, elle a envoyé des armes et des « instructeurs », qui sont en réalité des « mercenaires » de la société militaire privée Wagner. Et le tout accompagné d'une propagande antifrançaise ou antioccidentale.

Qu'en sera-t-il pour la RDC, sous influence occidentale pour combattre les groupes armés et mettre fin à l'action stérile de la MONUSCO. Pour le cas de la RDC, la Russie ferait figure d'alternative et pourrait priver l'Occident d'un pays stratégique ainsi que de son potentiel dont elle a besoin pour ses industries.

V. 4. Défis d'un tournant prorusse

V. 4. 1. De la lutte contre l'insécurité et l'éradication des groupes armés

Le décryptage des défis géopolitiques des conflits et d'éradication des groupes armés s'inscrit aussi dans la dynamique du cycle de violence qui tourne autour des opportunités qui permettent aux leaders des groupes armés de soutenir l'effort de guerre et aux élites locales de consolider leur position de pouvoir politique et économique.

En outre, il faut prendre en compte le degré d'accès de différents réseaux d'élite composés de militaires ougandais, d'entreprises internationales, de rebelles locaux, d'officiels, de politiciens et d'hommes d'affaires aux ressources économiques, qui a été déterminant pour la durée, l'intensité et le caractère du conflit à l'est. Il y a lieu de considérer l'accès à la terre, l'exploitation et l'exploration pétrolière comme les enjeux économiques principaux.¹²

La question foncière à l'est nous permet d'expliquer pourquoi de larges secteurs de la population se laissent manipuler par les réseaux d'élite qui essaient de monopoliser l'accès aux dites ressources économiques. De ces préoccupations, deux questions cernent les défis et méritent leur pesant d'or : est-ce que les décideurs congolais ont les moyens de leur politique ou la politique de leurs moyens ?

Nous pensons que les décideurs congolais au pouvoir ont la politique de leurs moyens mais procèdent toujours de manière disproportionnée, désordonnée et sans planification avec un empressement de façade ayant pour effet de chercher à faire croire à la population ou à la communauté internationale que l'autorité de l'Etat est bien réelle. Or cette réalité n'est pas possible dans la mesure où l'Etat congolais est parmi les Etats les plus faibles au monde qui n'arrivent pas à entretenir leur armée (mauvais traitement, détournements des rations ou soldes, corruption, vente des effets militaires à l'ennemi, contrebande minière, etc.

VI 4. 2. Du recours aux sociétés paramilitaires russes

En retrait depuis la chute de l'ancienne URSS, la Russie a entamé depuis quelques années un retour en force sur le continent africain. Un retour marqué par

¹² BAKONGA E. G., Enjeux géopolitiques des conflits dans la sous-région de Grands Lacs Africains : Cas de la province de l'Ituri en RDC, Mémoire RI, UPN, 2020-2021, p.94.

la signature d'accords de coopération militaire, par la vente d'armes de guerre mais aussi par la présence controversée du groupe paramilitaire Wagner.

Bien qu'accusée par les pays occidentaux de soutenir le déploiement des mercenaires de la société paramilitaire Wagner, dirigée par l'homme d'affaires Evguéni Prigojine, un proche de

Vladimir Poutine, l'influence du Kremlin s'est vue renforcée au cours des dernières années. Le groupe est ainsi intervenu en Libye, au Soudan, au Mozambique, à Madagascar, en Centrafrique et au Mali.

Moscou a officialisé son intérêt pour l'Afrique lors de la visite de Vladimir Poutine en 2006 en Afrique du Sud. Trois ans plus tard, son successeur, Dmitri Medvedev, s'était rendu dans quatre pays : Namibie, Angola, Nigeria, et Egypte. Entre 2015 et 2019, la Russie avait ainsi signé plusieurs d'accords de coopération militaire avec des pays africains comme le Tchad, l'Algérie, le Mali, la République centrafricaine, le Cameroun et le Soudan.

Ce retour est essentiellement fondé sur les questions sécuritaires et la signature des accords de sécurité, de coopération en matière de défense constitue une opportunité pour la RDC d'opter pour une coopération militaire avec la Russie et de changer sa méthodologie et sa politique dans la lutte contre les groupes armés et face à l'intrusion des armées étrangères dans leur soutien inavoué aux groupes armés et aux puissances étrangères.

De tout ce qui précède, il sera question pour le pouvoir congolais de se défaire d'un statu quo sur fond d'une guerre de basse intensité, faisant l'objet d'un plan concocté par les pays occidentaux pour piller la RDC sans pour autant le faire légalement. Par conséquent, la RDC devra passer un accord de partenariat militaire avec la Russie et des accords économiques qui comprendront des aides économiques d'importation et d'exportation, des échanges des technologies, ainsi que d'autres liquidités.

V. 4. 3. De l'opposition des pays occidentaux antirusses

Comme le disait le cardinal Lavignerie : "Sauver l'Afrique intérieure, c'est s'attirer la colère de l'Occident", l'on peut comprendre le double jeu occidental qui fait que les pays occidentaux, surtout ex colonisateurs ne peuvent en aucun cas travailler pour le développement de l'Afrique.

V. 4. 4. Des mesures de rétorsions des pays occidentaux

Les Occidentaux disposent d'un bon nombre d'arsenaux juridiques, financiers pour prendre des mesures coercitives contre les Africains (FMI, ONU, organisations africaines, organisations économiques, système financier et politique, etc., cours et tribunaux internationaux, etc.). Par ces mesures coercitives, l'on peut citer les sanctions occidentales pour décrédibiliser les dirigeants politiques et infléchir les décideurs à se détourner de la Russie.

Les sanctions font partie des moyens de coercition mis en œuvre par un Etat pour faire pression sur un autre, sans recourir à la force armée. Cette pratique s'est élargie et sophistiquée, à mesure que les relations entre États se diversifiaient. Admise par la communauté internationale, elle a été progressivement codifiée dans le droit international. Les sanctions font partie des mesures inscrites au chapitre VII de la Charte des Nations unies, notamment son article 41.

C'est durant cette période que sont adoptés plus de cinquante nouveaux régimes, parmi lesquels douze par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU), le reste étant adopté principalement par les États-Unis et l'Union européenne (UE). L'UE reste aujourd'hui l'un des plus grands émetteurs de sanctions dans le monde avec les États-Unis.¹³ A ce jour, plusieurs pays recourent aux sanctions.¹⁴

Pour l'UE, les mesures restrictives tendent ainsi à perdre leur fonction d'instrument multilatéral au service d'une vision partagée du monde pour redevenir ce qu'elles sont par nature, un outil de puissance au service des intérêts de chaque Etat.¹⁵

V. 4. 5. Des risques de conflits par l'entremise des pays frontaliers

Comme en Centrafrique et au Soudan, l'immixtion d'une puissance étrangère dans un précarré d'une autre puissance peut entraîner un risque d'escalade

¹³ LOPEZ G., *The Sanctions Decade: As-sessiny of Stratégies*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 2000.

¹⁴ HARRELL P. E. et ROSENBERG R., « Economie Dominante, Financial Technology and the Future of US Economie Coercion », Center for a New American Seettrity, avril 2018.

¹⁵ BLACKWILL R. D. et HARRIS J. M., « The Lost Art of Economic Statecraft: Restoring an American Tradition », dans *Foreign Affairs*, 2016.

diplomatique, sécuritaire sur fond des frictions et mesures de rétorsion avec un risque de guerre.

Aussi faudrait-il prendre en compte l'instrumentalisation et l'implication des pays frontaliers déjà agresseurs de la RDC pour déstabiliser davantage la RDC qui opérerait pour le giron russe. L'Occident chercherait par tous les moyens à déstabiliser le pouvoir congolais par l'entremise de ses voisins comme dans le passé avec une fréquence fulgurante.

V. 4. 6. Des défis d'émergence de la RDC sur le plan international

Hormis les frictions et les mesures de rétorsion qui pourraient survenir, la RDC serait confrontée à l'hostilité des puissances occidentales et de leurs machines de pression financière, politique, médiatique et militaire.

L'Occident pourrait procéder de la manière suivante : décrier la présence russe en Afrique et de son personnel qualifié comme des mercenaires privés impliqués dans des abus et crimes ; sanctionner les décideurs politiques congolais ayant sollicité l'implication de la Russie ; asphyxier à travers des sanctions économiques, diplomatiques et politiques la RDC pour un renversement de régime par l'entremise des soulèvements sur fond des crises économiques et sociales ; et isoler la RDC en contraignant ses pays amis et alliés à prendre distance contre elle en vue de l'infléchir à leur vouloir.

CONCLUSION

Dans le cadre de cette étude, il sied de reconnaître qu'il s'agit d'insinuer un scénario auquel la RDC devrait, si elle le décidait, évaluer une telle démarche pour juguler l'insécurité chronique et récurrente qui scelle l'avenir des populations de l'Ituri et du Nord-Kivu. Aussi, faudrait-il intérioriser l'inaction de l'ONU (MONUC, MONUSCO), la France (ARTEMIS) et des prétendues aides de coopérations militaires des pays occidentaux dans la recherche de la paix à l'est.

Cette étude qui se fonde sur une situation traduisant un profond affaiblissement de l'Etat congolais confronté à un risque de balkanisation et à un conflit sans recours à la guerre ouverte (containment), malgré les prétendues aides internationales, qualifiées de pendulaire, clamées à cor et à cri par les diplomaties occidentales, insinue un scénario où la RDC devrait se tourner vers la Russie en optant pour un réalisme offensif dont la compréhension a été encouragée par

l'anarchie causée par l'absence d'un gouvernement mondial régulant les relations entre États et garantissant leur sécurité.

D'où la RDC comme tout autre État doit assurer seule sa survie et posséder des capacités offensives capables d'user de violence et d'endommager, voire de détruire un autre État. Ne sachant pas les intentions des autres États impliqués dans l'instabilité dans sa partie est, son objectif principal est la survie car si l'État congolais est détruit, il devient évidemment incapable d'accomplir tout autre objectif et de garantir l'existence de sa population.

Ce souci perpétuel de la survie explique que la sécurité soit l'enjeu central des relations internationales. Enfin, la RDC comme tout autre État doit prendre en compte les capacités et les stratégies des autres États et y répondre par ses propres stratégies dans le but de survivre.

Ainsi, la RDC doit calculer constamment le rapport coût/bénéfice de ses actions et par conséquent, peut opter pour un tournant russe qui changera la donne militaire avec plus d'engagement militaire et de coopération au développement de la RDC.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ARON R., *Paix et guerre entre les nations*, Calmann-Lévy, Paris, 2004.
- ARON R., *Paix et guerre entre les nations*, éd. Calman-Levy, Paris, 1962.
- BAKONGA E. G., Enjeux géopolitiques des conflits dans la sous-région de Grands Lacs Africains : Cas de la province de l'Ituri en RDC, Mémoire RI, UPN, 2020-2021.
- BARIGAZZI J., HERSZENHORN D.M., « Russia's 'Crescent of Instability' Spreads West », sur www.politico.eu, 2 avril 2017.
- BLACKWILL R. D. et HARRIS J. M., « The Lost Art of Economic Statecraft: Restoring an American Tradition », dans *Foreign Affairs*, 2016.
- DELANOË I., « Moscou, ville d'Orient », sur obsfr.ru, 20 mars 2017.
- DOMINIC D. P.J. et BRADLEY A.T., « The Evolution of Offensive Realism: Survival under Anarchy from the Pleistocene to the Present », dans *Politics and the Life Sciences*, Vol 35, No 1, 2016.
- HARRELL P. E. et ROSENBERG R., « Economie Dominante, Financial Technology and the Future of US Economie Coercion », Center for a New American Seettrity, avril 2018.

-
- KHLEBNIKOV A., « Changing Dynamics in the Syrian Crisis », in *Tel Aviv Notes*, vol. 11, n° 6, 30 mars 2017.
 - *L'Information Géographique*, n°65-1, 2001.
 - LOPEZ G., *The Sanctions Décade: As-sessiny of Stratégies*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 2000.
 - MANON-NOUR TANNOUS, « Le projet de règlement russe en Syrie », in *table ronde n° 4*, Observatoire Arc de crise DGRIS/FRS, 27 juillet 2016.
 - ROSATO S., « The Inscrutable Intentions of Great Powers », dans *International Security*, Vol 39, No 3, 2015.
 - ROSIERE S., Géographie politique, géopolitique et géostratégie: distinctions opératoires, dans *Information Géographique*, n°65-1, 2001.
 - THUCYDIDE, *La Guerre du Péloponnèse*, Gallimard, Paris, 2000.